



# EAU POTABLE EN MILIEU RURAL



AGENCE DE L'EAU POTABLE  
EN MILIEU RURAL



# Programme pour l'Accès Universel à l'Eau Potable en Milieu Rural

Convention cadre de partenariat Etat-Communes



EAU POTABLE  
EN MILIEU RURAL

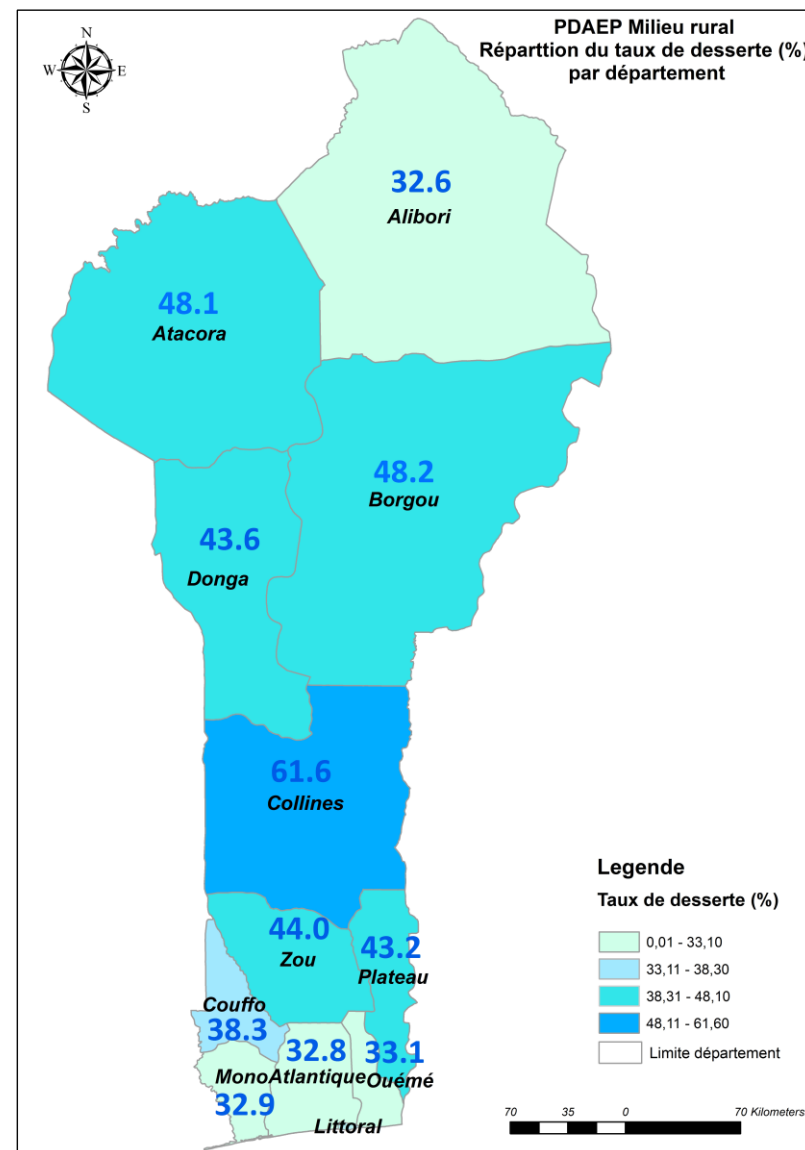
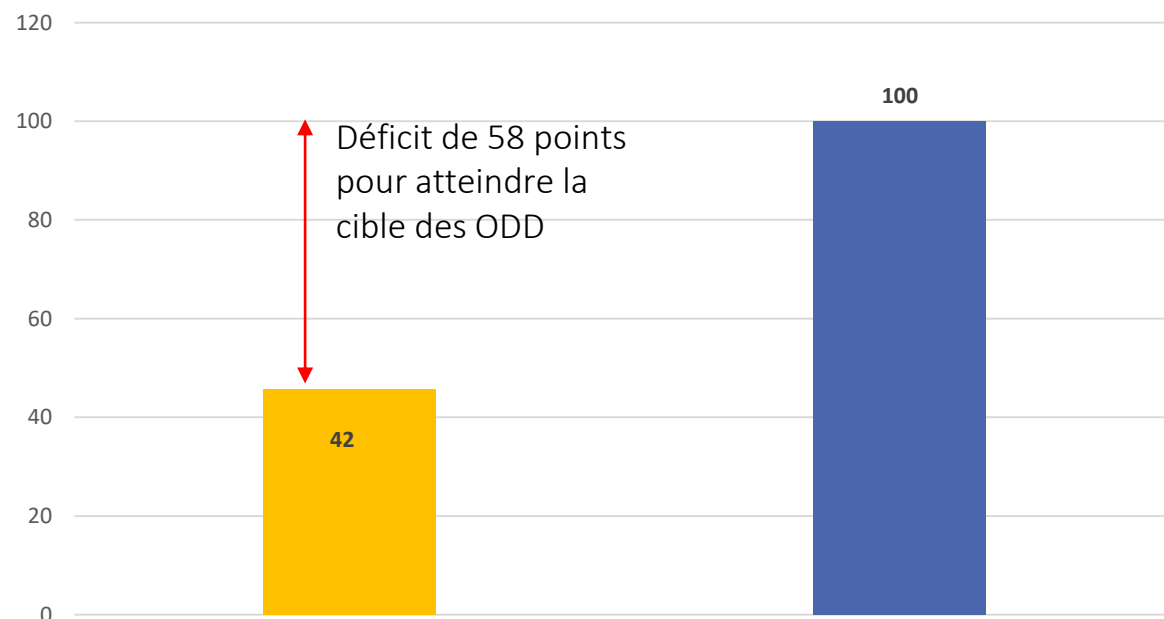
# SOMMAIRE

- 1/ Etat des lieux de la desserte
- 2/ Vision du Gouvernement
- 3/ Nouveau cadre de gouvernance
- 4/ Principes et priorités du sous-secteur de l'AEP en Milieu Rural
- 5/ Plan Directeur de Développement de l'AEP en Milieu Rural
- 6/ Programme National pour l'Accès Universel à l'Eau Potable en Milieu Rural
- 7/ Caractéristiques du Programme
- 8/ Stratégie de mise en œuvre du Programme
- 9/ Responsabilités institutionnelles des acteurs du secteur

# 1. ETAT DES LIEUX DE LA DESSERTE

À l'échelle nationale 2 personnes sur 5 ont accès à l'eau potable en milieu rural

AEP en milieu rural

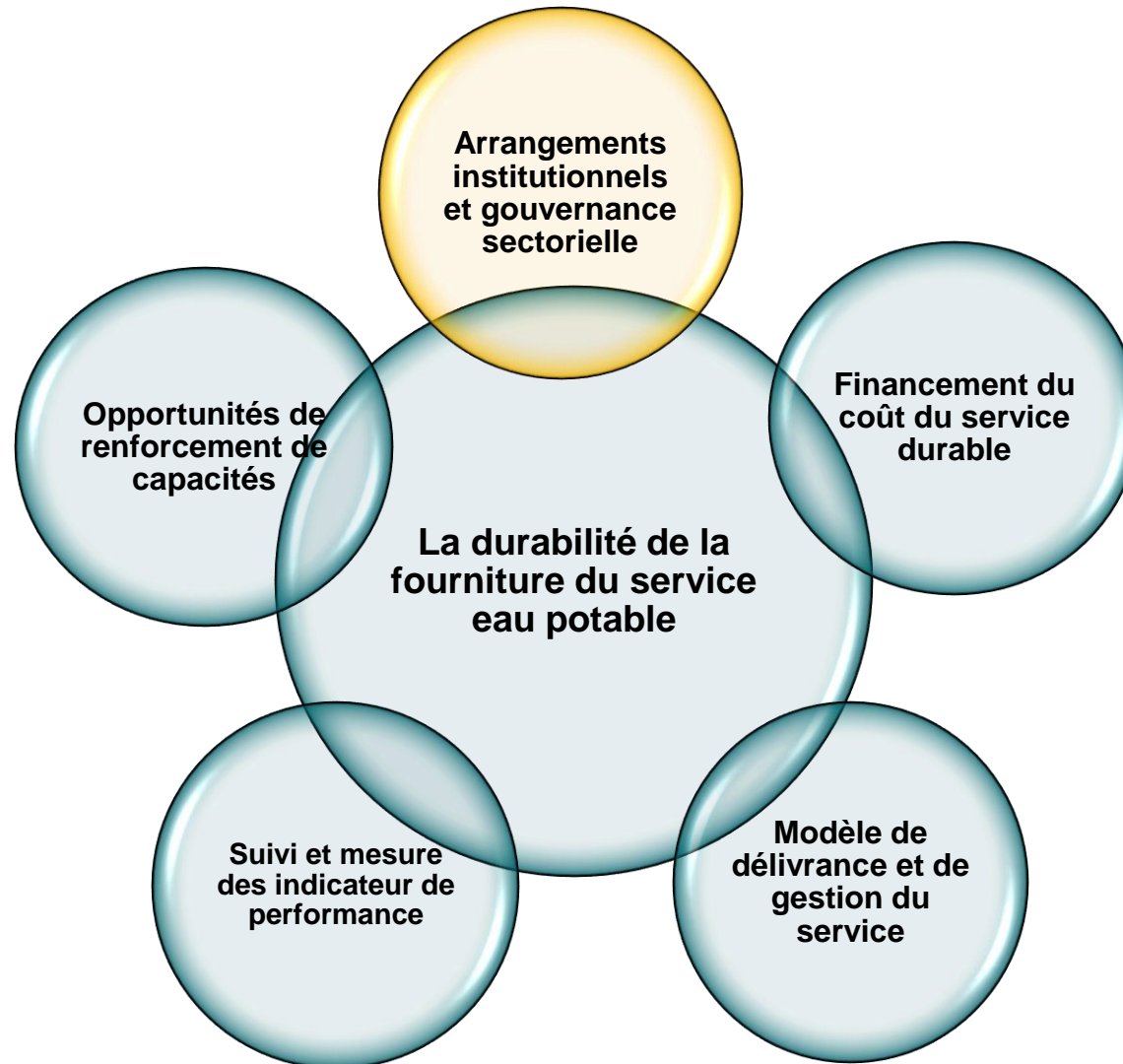


## 2. VISION DU GOUVERNEMENT

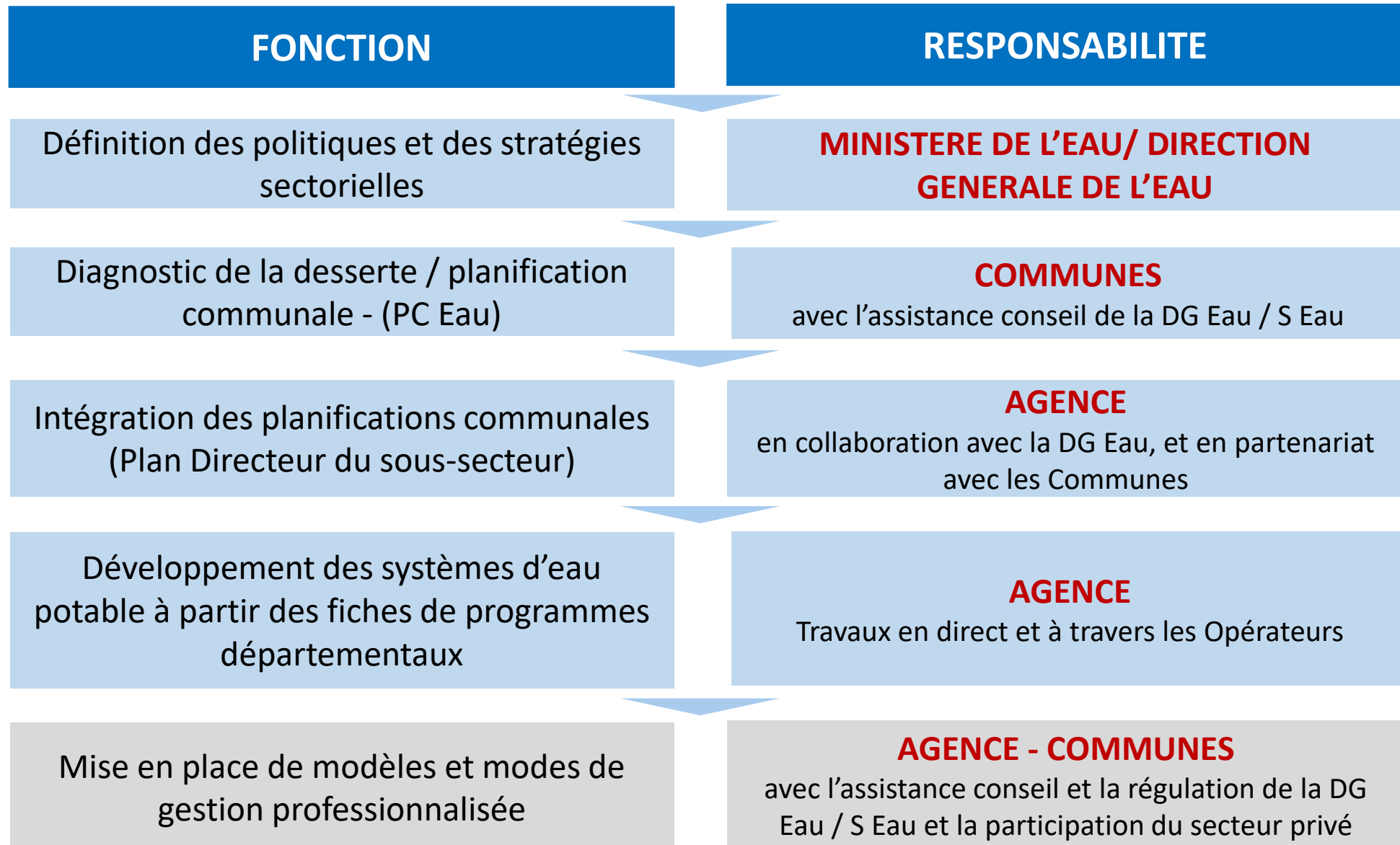
Assurer l'accès à l'eau potable à toutes les populations du Bénin à l'horizon 2021.

- desservir **4,5 millions de personnes supplémentaires** en milieu rural contre 2,7 millions de personnes en milieu urbain à l'horizon 2021.

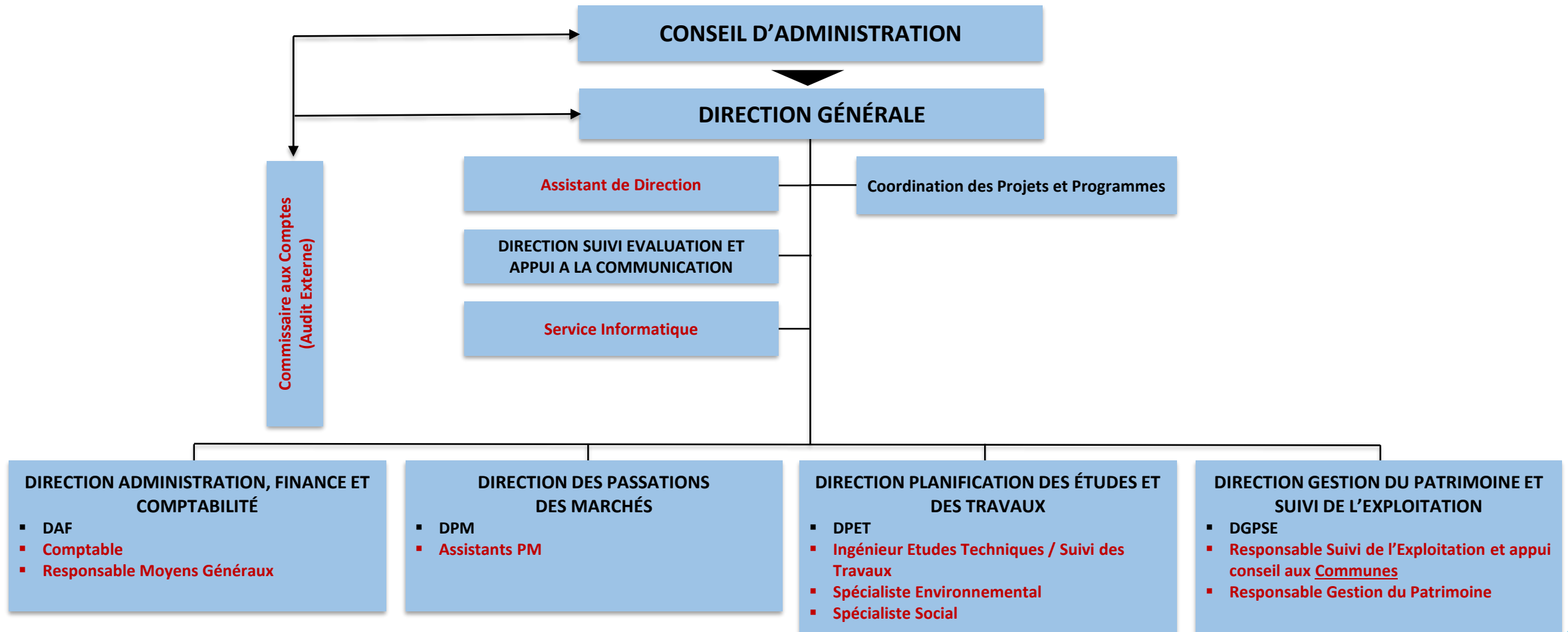
### 3. NOUVEAU CADRE DE GOUVERNANCE



### 3. NOUVEAU CADRE DE GOUVERNANCE

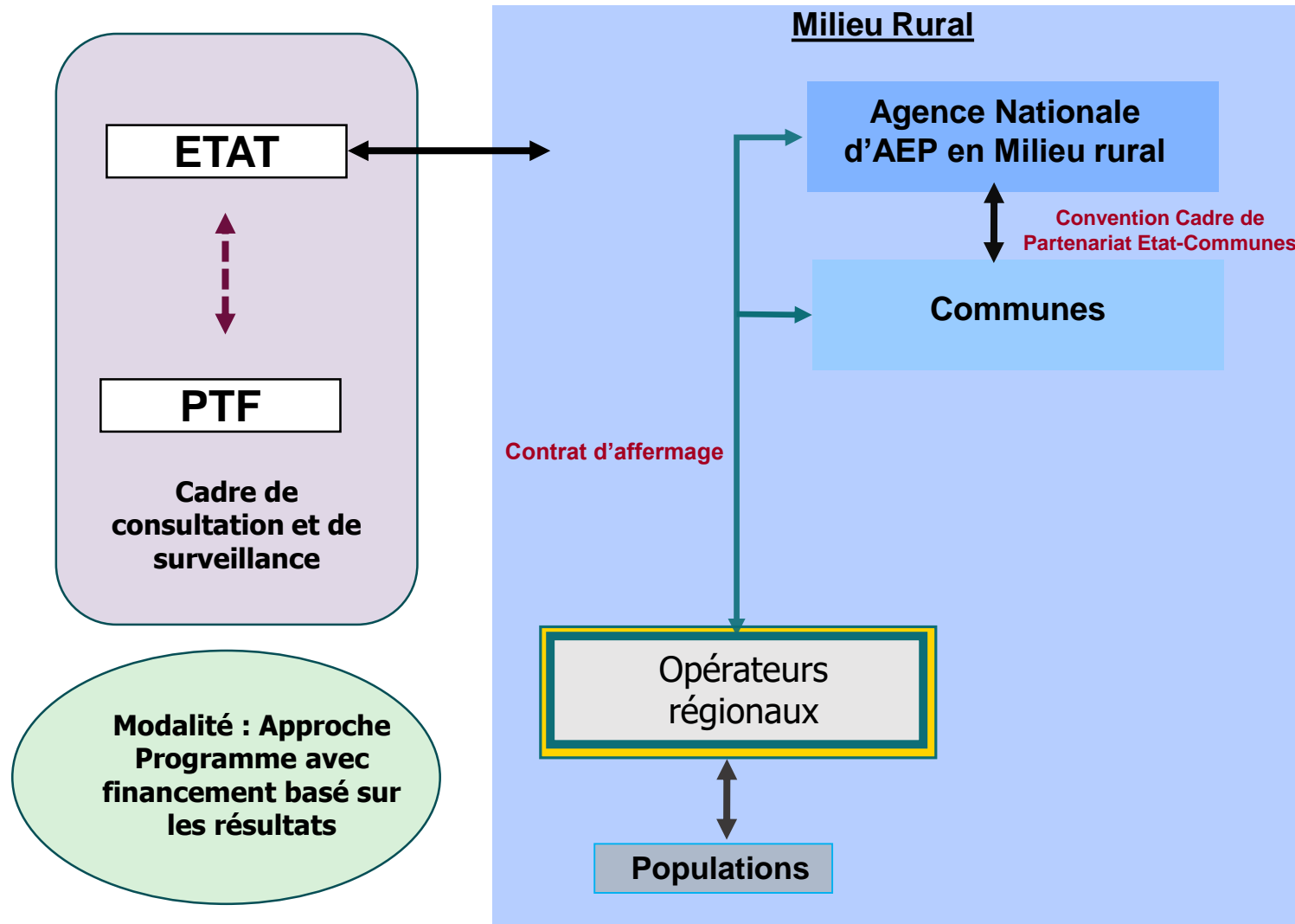


### 3. NOUVEAU CADRE DE GOUVERNANCE





### 3. NOUVEAU CADRE DE GOUVERNANCE



## 4. PRINCIPES ET PRIORITÉS DU SOUS-SECTEUR AEP EN MILIEU RURAL

- Extension prioritaire des réseaux existants (urbains et ruraux) :
  - Raccordement au réseau urbain, prioritaire si cette option est envisageable
  - Raccordement à une AEV ou réalisation d'une nouvelle AEV
  - Réalisation d'un PEA
  - Réalisation d'un FPM

# 5. PLAN DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR AEP EN MILIEU RURAL

- Priorités des communes prises en compte
- Cadrage à l'échelle du pays de la répartition spatiale et financière des interventions
- Traduction des ambitions du PAG pour 2021 en 8 niveaux d'intervention
- Procédures de passation des marchés et suivi administratif et financier des projets adaptées aux enjeux du PAG et du Plan imposés par la courte échéance.



## 5. PLAN DIRECTEUR DU SOUS-SECTEUR : MONTANTS ET RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS

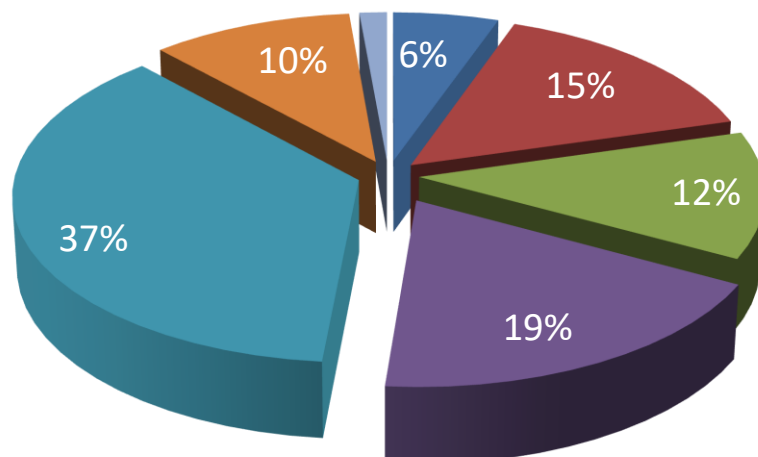
Le montant à mobiliser pour la mise en œuvre du Plan jusqu'en 2021 est ~315 milliards de FCFA

Departement	EXT_SO	EXT_DE	EXT_AEV	NOUV_AEV	MINI_AEV	FPM	TOTAL YC REHA	%
ALIBORI	294	0	2 163	9 464	15 209	12 564	40 511	13%
ATACORA	1 491	0	2 062	5 034	8 656	11 268	29 365	9%
BORGOU	1 250	80	2 221	16 517	15 264	6 542	42 950	14%
DONGA	888	0	2 922	2 490	6 178	7 796	20 687	7%
COLLINES	1 139	1	3 100	3 339	3 153	6 660	18 050	6%
ZOU	4 054	289	5 060	5 946	3 224	4 946	24 104	8%
PLATEAU	1 352	1	9 013	5 016	1 170	2 941	19 877	6%
COUFFO	2 999	0	9 834	4 239	3 368	13 187	34 238	11%
MONO	3 385	4	12 699	4 139	144	604	21 304	7%
OUEME	5 296	1 335	11 494	2 102	91	329	21 050	7%
ATLANTIQUE	4 574	278	23 577	4 920	1 728	6 910	42 574	14%
<i>Total</i>							<b>314 711</b>	<b>100%</b>

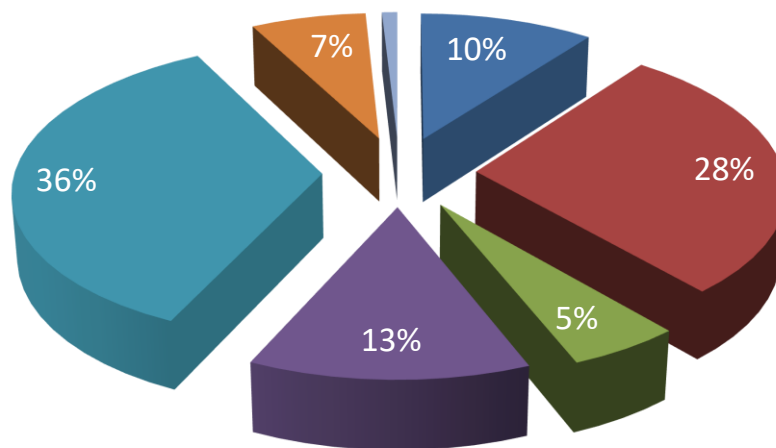
## 5. PLAN DIRECTEUR DU SOUS-SECTEUR : OPTIONS D'INTERVENTION

Répartition des populations et localités en fonction des interventions

Pop



Loc



- Pas d'intervention
- Réalisation de FPM
- Réalisation de mini\_AEV
- Réalisation de nouvelles AEV
- Extension d'AEV existantes
- Nouvelles localités desservies en gros par la SONEB
- Localités desservies en gros par la SONEB

## 5. FEUILLE DE ROUTE DE L'AGENCE - ACTIVITÉS À COURT TERME (2018-2019) RÉPARTITION DE L'EFFORT D'OFFRE DE SERVICE PUBLIC (AEV)

Département	BN	EXIMBANK	OMIDELTA	PEPRAU	BN1	Total général
ALIBORI	2	5	1	3	3	14
ATACORA	1	6		2	2	11
ATLANTIQUE		4	3	2	3	12
BORGOU	12	4	8	2	7	33
COLLINE	4	7	3	2	2	18
COUFFO	1	7	1	3	2	14
DONGA	1	1			2	4
MONO		2	5	2	1	10
OUEME	1	5	6	4		16
PLATEAU	14	3	3	1		21
ZOU	7	3	1		2	13
<b>Total général</b>	<b>43</b>	<b>47</b>	<b>31</b>	<b>21</b>	<b>24</b>	<b>166</b>



## 6. PROGRAMME NATIONAL POUR L'ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL : OBJECTIF

- Assurer l'accès universel aux services d'eau potable à l'horizon 2021 à travers:
  - la construction de nouveaux systèmes,
  - le renforcement, la réhabilitation \ l'extension des infrastructures existantes,
  - la mise en place de modes de gestion professionnalisée avec implication du secteur privé.



## 6. PROGRAMME POUR L'ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL : CONTENU

Champ de résultats 1 - Développement des systèmes d'eau potable		
1.1 Construction de nouveaux systèmes en eau potable	Captages eau de surface, raccordements opérateur urbain, forages et traitement d'eau, ouvrages de stockage, réseaux, branchements, bornes fontaine, études, contrôle des travaux	Travaux (en direct et à travers les opérateurs), Biens, Services de Consultant
1.2 Réhabilitation, extension systèmes d'alimentation en eau potable existants		
Champ de résultats 2 - Mise en place de modèles de gestion professionnalisée		
2.1 Appui à la délégation du service d'alimentation en eau potable	Etude et mise en place de modes de gestion délégué du service d'alimentation en eau potable en milieu rural	Services de Consultant, Formation
2.2 Appui à la formation aux métiers de l'eau	Formation des opérateurs en milieu rural aux métiers de l'eau	Services de Consultant, Formation
2.3 Renforcement des capacités de l'ANAEPMR et des institutions du sous-secteur	Amélioration des capacités en matière de planification des investissements, de suivi et de régulation des opérateurs. Extension du système d'information et de suivi du patrimoine.	Services de Consultant, Formation, Coûts Opérationnels, Systèmes informatiques

- Les activités à long terme seront appuyées par le budget national et les ressources extérieures (y compris secteur privé).
- Financement en cours de bouclage avec de la Banque mondiale pour un Programme basé sur les résultats d'un montant de 220 millions de USD avec passage au Conseil d'administration en Mai 2018, en cours de mobilisation pour le gap.



## 6. ANALYSE DE L'OBJECTIF ET DU CONTENU DU PROGRAMME

- L'objectif et le contenu du Programme sont-ils pertinents et concourent-ils à la satisfaction de l'intérêt général ?
- L'objectif et le contenu du Programme sont-ils réalisables aux plans institutionnel, légal, technique et financier ?
  - L'objectif et le contenu du Programme sont réalisables au plan institutionnel et légal
  - L'objectif et le contenu du Programme sont réalisables au plan technique
  - L'objectif et le contenu sont réalisables au plan financier

## 7. CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME

- Un programme valant plan national de développement du secteur de l'AEP en Milieu Rural,
- Un programme générateur d'investissements publics massifs à caractère régional,
- Un programme sous maîtrise d'ouvrage gouvernementale avec une participation décisive des Communes :
  - Contenu de la maîtrise d'ouvrage gouvernementale
  - Participation décisive des communes à la mise en œuvre du Programme:
    - i. *conformité avec les dispositions de l'article 86 de la loi portant organisation des Communes en République du Bénin*
    - ii. *programme élaboré à partir de la compilation des planifications communales*
    - iii. *Avis des Communes sur la tranche communale du Programme*
    - iv. *participation active à la programmation, à la réalisation et aux systèmes de gestion professionnalisée des infrastructures d'AEP sur leurs territoires.*

## 8. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

### ■ Au plan opérationnel

- avis de la commune requis sur la tranche du programme à réaliser par l'ANAEPMR sur son territoire. (article 86 de la loi portant organisation des communes) ;
- Identification et programmation des besoins d'investissement : ANAEPMR/Communes, en se référant aux PDC et aux taux de desserte actuels en eau potable des villages/localités/hameaux, avec assistance-conseil de la DG-Eau/S-Eau, appui des ACEPs et intermédiation Sociale ; (Cf. article 84 de la loi précitée et Aide-mémoire BM du 8 au 16 février 2018) ;
- Préparation des études techniques (APS et APD), environnementales, sociales et DAO : ANAEPMR en collaboration avec les Communes
- Participation effective et consultation des populations locales conformément à la loi : ANAEPMR et Communes chargées d'en définir et d'appliquer les lignes directrices, avec appui des ACEPs et intermédiation sociale ;

## 8. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

- **Au plan opérationnel (suite)**

- **Gestion du volet foncier du Programme** : Communes (1°) Cf. Article 86 de la loi 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes

- **Au plan financier**

**MFE :**

- **DGB**: programmation et mobilisation des ressources du budget national
- **CAA**: négociations et mobilisation des ressources sur financement extérieur

**ANAEPMR :**

- Agent Comptable public de l'ANAEPMR nommé par le Ministre de l'Economie et des Finances
- Commissaire aux Comptes

## 9. RESPONSABILITES INSTITUTIONNELLES DES ACTEURS DU SOUS-SECTEUR

- Définition des politiques et stratégie sectorielles
- Régulation
- Identification des besoins d'investissement
- Exécution des investissements
- Contractualisation des opérateurs régionaux
- Suivi de l'exploitation du service au niveau national et local
- Suivi de l'opérationnalisation du PGSSE
- Gestion des plaintes des consommateurs
- Gestion des ressources en eau et suivi de la ressource, des prélèvements
- Agent de Vérification Indépendant (AVI)



BĒNINRĒVĒLĒ